

Dossier

Il est grand temps de perdre patience

Page 3

Le Fairtrade sous la loupe

Pages 6-7

Commerce agricole : que reste-t-il au Sud ?



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÈME

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement adaptée, produite de manière durable et dans le respect de l'environnement.

Assurer la souveraineté alimentaire en Suisse et rendre équitable l'importation de denrées alimentaires. C'est le but visé par deux initiatives qui seront soumises au vote cette année. Les systèmes agricoles du Sud sont connectés à ceux du Nord et, par conséquent, ils doivent être façonnés ensemble. Car c'est seulement si chaque pays peut protéger sa propre agriculture contre les effets négatifs du commerce mondial que les systèmes alimentaires serviront les gens et l'environnement sur le long terme.

Colette Kalt, rédactrice en chef adjointe

SOMMAIRE

SUR LE SUJET : Des oranges juteuses à l'arrière-goût amer Page 4

FAITS ET CHIFFRES : Mythe ou réalité ? Page 5

DÉBAT : Le Fairtrade sous la loupe Pages 6-7

Les grands gagnants de la libéralisation du commerce mondial sont les sociétés agroalimentaires : cinq sociétés contrôlent les trois quarts du commerce mondial des semences et trois sociétés contrôlent 48 % du commerce mondial des céréales.



L'initiative pour des aliments équitables peut offrir des perspectives aux petits agriculteurs du Sud. Ici, des ananas d'une coopérative au Cameroun sont en cours de préparation pour le transport.

loppement : des coopératives de petits paysans ayant une production biologique bénéficieraient d'un soutien ciblé et obtiendraient ainsi des avantages sur le marché face aux grosses exploitations industrielles.

Pas le temps d'avancer comme des escargots

L'initiative pour la souveraineté alimentaire lancée par le syndicat agricole Uniterre entend freiner le déclin continu de la paysannerie qui menace la diversité de la production, en garantissant de meilleures conditions de travail et la conservation des terres cultivables aux paysannes et aux paysans. Actuellement, trois exploitations agricoles disparaissent chaque jour en Suisse. La Confédération doit favoriser l'« agriculture paysanne indigène », qui est « rémunératrice et diversifiée » et produit des aliments sains, écologiques et non transgéniques.

Uniterre est membre du mouvement international paysan La Via Campesina, organisation partenaire de *Pain pour le prochain*. Elle voit son initiative comme une contribution à un changement de paradigme global au sein de l'agriculture, propre à renforcer les économies locales et écologiques. Dans le travail qu'elles accomplissent, *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* s'engagent aussi en faveur de cette vision, soit un système d'alimentation qui ne soit déterminé ni par la pression de la croissance, ni par une attitude de surconsommation, mais qui mette l'être humain et la nature au centre. Produire, commercer et consommer des produits régionaux et de saison de manière biologique et équitable, voilà ce qui doit devenir la norme, dans un proche avenir déjà. Car nous manquons de temps pour une politique durable qui avance jusqu'ici au rythme de l'escargot.

— Tina Goethe

Il est grand temps de perdre patience

Bio, équitable, de saison et de la région : deux initiatives sur l'agriculture veulent ancrer ces principes dans la Constitution cette année encore.

L'idée existe depuis bientôt 50 ans. Depuis que les « dames bananes » de Frauenfeld ont réclamé de bonnes conditions de production et des prix équitables pour ces fruits jaunes, le commerce équitable de produits tropicaux s'est fortement développé. En matière de produits fairtrade et d'agriculture biologique, la Suisse est championne du monde. Pourtant, malgré un engagement sur plusieurs décennies, ni les produits équitables ni les produits bios ne dépassent 10% des parts de marché. A ce rythme, il faudrait plusieurs siècles pour que les 90% restants de nos aliments soient élaborés de telle sorte qu'ils permettent à celles et

ceux qui les produisent, en Suisse ou à l'étranger, de mener une vie digne tout en préservant le sol, l'eau, le climat et la biodiversité. Il est donc grand temps de perdre patience.

Presque 50 % d'importations

Les deux initiatives sur l'agriculture soumises au vote cette année pourraient accélérer sensiblement le rythme menant à davantage de durabilité dans notre système alimentaire. Ainsi, l'initiative des Verts pour des aliments équitables exige que la Confédération encourage « l'offre de denrées alimentaires sûres, de bonne qualité et produites dans le respect de l'environne-

ment, des ressources et des animaux, ainsi que dans des conditions de travail équitables ». Ces principes doivent valoir tant pour les aliments produits en Suisse que pour ceux importés. Près de la moitié des aliments consommés en Suisse sont produits à l'étranger : des tomates du sud de l'Italie ou d'Espagne récoltées par des émigrées africaines dans des conditions proches de l'esclavage, ou encore de la viande et des œufs provenant d'usines à animaux allemandes, dans lesquelles l'élevage en cage et le recours aux antibiotiques sont monnaie courante. Cette initiative pourrait offrir des chances aux pays en déve-

Des oranges juteuses à l'arrière-goût amer

Exploitation sexuelle, travail à la pièce, vêtements inadaptés : les travailleurs sud-africains grâce auxquels les doux agrumes atteignent les rayons de nos supermarchés vivent parfois un calvaire. L'ECARP, une organisation partenaire d'Action de Carême, appelle à l'aide.



Deux employées cueillent des oranges pendant la haute saison dans la Sundays River Valley.

Avec 17594 hectares exploités pour la culture d'agrumes, le Cap-Oriental est le deuxième producteur d'oranges de la variété Navel d'Afrique du Sud. 41% de l'exportation nationale provient de cette province et plus particulièrement de la Sundays River Valley, un lieu bénéficiant d'un microclimat qui confère à ses fruits une qualité supérieure grâce à leur teneur élevée en sucre. Les destinations principales sont le nord de l'Europe et le Moyen-Orient.

Les propriétaires des grands vergers et des usines d'emballage gagnent bien leur vie, contrairement au personnel saisonnier : jusqu'à 41 000 personnes sont engagées d'année en année avec des contrats à durée déterminée. La qualité des agrumes destinés à l'exportation doit être impeccable et fait l'objet de contrôles réguliers de la part des grands distributeurs. Mais qu'en est-il des conditions de travail des employées ? L'ECARP, le Projet de recherche agricole du Cap-Orien-

tal, défend les droits des communautés les plus marginalisées. Dans son enquête, l'ONG a pu mettre en lumière l'extrême précarité des conditions de travail dans les plantations d'agrumes.

Rémunération à la pièce

Le salaire minimum dans le secteur agricole pour la période de mars 2016 à février 2017 a été fixé à 2778.83 rands sud-africains (CHF 221) par mois. Mais, afin d'obtenir une main-d'œuvre encore meilleur marché, certains

employeurs n'hésitent pas à utiliser le système de rémunération à la pièce. Les salaires sont alors déterminés par le niveau de productivité des travailleurs et les accords commerciaux équitables et éthiques se voient bafoués.

Harcèlement sexuel

Dans certains vergers, les travailleuses sont contraintes d'avoir des relations sexuelles avec leur superviseur afin d'obtenir un emploi ou de le conserver. Malgré la législation sud-africaine en vigueur sur les relations de travail, les actes de harcèlement sexuel, qui vont du langage vulgaire jusqu'au viol, sont à l'ordre du jour. Une employée saisonnière de 27 ans affirme : « Certaines femmes finissent par sortir avec leur contremaître au nom du maintien de leur emploi. »

Santé et sécurité au travail

Le travail de l'ECARP montre que, pendant la cueillette ou l'emballage des fruits, les travailleurs ont un accès limité aux vêtements de protection, ce qui les expose au risque de contracter des maladies et des blessures. De plus, vivre à proximité des vergers expose les ouvriers agricoles et les fermiers aux produits chimiques utilisés lors de la pulvérisation des arbres fruitiers.

Les travailleurs réclament des inspections du travail et des audits inopinés afin que les violations qui se produisent dans les fermes soient reconnues et que les lois du travail soient appliquées. Avec le soutien d'Action de Carême, l'ECARP s'emploie à améliorer les structures dans le secteur agricole en aidant les travailleurs et travailleuses à développer des stratégies visant à exiger le respect de normes de travail équitables. Cela se fait au travers de campagnes, d'événements d'information et de processus de consultation avec les structures étatiques.

— Tiziana Conti

Mythe ou réalité ?

Les multinationales agroalimentaires font tout pour nous faire croire que le système d'agriculture industrielle actuel est le seul moyen de nourrir la planète. Nous tordons le cou aux mythes les plus courants.



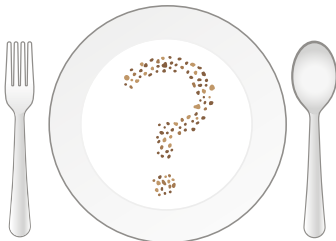
~~« Les entreprises agroalimentaires nourrissent la planète car la production industrielle est la forme la plus efficace pour générer de la nourriture. »~~
Ce n'est pas correct. Ce sont les petites exploitations agricoles qui nourrissent le monde.

70 % de la population mondiale est nourrie grâce à la production alimentaire de petites exploitations. Pour ce faire, ces dernières n'utilisent que 25 % des ressources (sol, eau et énergie) consommées au total par les systèmes d'alimentation à travers le monde. Pourtant, le modèle d'agriculture industrielle, prôné par le commerce et les grandes multinationales, bénéficie d'un soutien politique : chaque année, partout dans le monde, 400 milliards de francs de subventions sont versés aux grandes exploitations agricoles.



~~« Le libre-échange garantit que les aliments soient de très bonne qualité et atterrissent là où l'on en a besoin. Cela offre également des opportunités de développement. »~~

Non. Le libre-échange n'obéit qu'à la logique du profit.



Les marchés libres ne réagissent qu'aux attrait financiers : les produits sont livrés là où le pouvoir d'achat est le plus grand. Les pays les plus pauvres ne profitent pratiquement pas du commerce agricole mondialisé qui a fortement pris de l'ampleur ces dernières années. Leur part est passée au-dessous de 1 %.

~~« Les semences transgéniques augmentent les rendements et aident à combattre la faim. »~~

Faux. Tout comme le maïs, le soja ou le coton, les plantes transgéniques sont presque toutes des cultures de rente qui ne contribuent que très peu à la sécurité alimentaire.

Par ailleurs, les parasites et les mauvaises herbes développent des résistances contre les pesticides associés aux plantes transgéniques. Sur le long terme, le rendement baisse et les paysannes deviennent dépendantes des multinationales agroalimentaires qui contrôlent les semences.



~~« La culture biologique génère des rendements inférieurs à l'agriculture conventionnelle et ne peut pas nourrir la population mondiale. »~~

Dans de nombreuses régions du monde, le bio peut même accroître le revenu.

Sur les sols tropicaux sensibles, justement, le bio s'en sort souvent très bien. Et pour les grandes régions agricoles des zones climatiques tempérées, il existe une solution, à en croire l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL) : moins gaspiller d'aliments et moins manger de viande afin de réduire les surfaces destinées à la production de fourrage. De cette façon, une agriculture 100 % bio pourrait nourrir la planète



même en 2050, avec neuf milliards d'êtres humains sur terre.





Une femme vend des arachides dans un marché local à Djigo, une commune située dans le département de Dori au Burkina Faso.

Le Fairtrade sous la loupe

De quel commerce les familles paysannes bénéficient-elles en Afrique ? Des représentantes du mouvement paysan La Via Campesina et de Fairtrade Africa prennent position.



NYAGOY NYONG'O,
FAIRTRADE AFRICA

Nyagoy Nyong'o est la directrice générale de Fairtrade Africa, une fédération qui regroupe l'ensemble des producteurs certifiés Fairtrade en Afrique. Elle se constitue formellement autour de producteurs de 32 pays et regroupe aujourd'hui plus de 400 organisations certifiées.



ELIZABETH MPOFU,
LA VIA CAMPESINA

Elizabeth Mpfu est la coordinatrice générale de La Via Campesina, un mouvement international qui rassemble des millions de paysannes et de paysans et qui défend la souveraineté alimentaire comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité.

Pour combien d'agriculteurs africains les accords internationaux relatifs au commerce et à l'agriculture sont-ils pertinents ?

« Les accords commerciaux internationaux peuvent avoir des conséquences sur tous les agriculteurs en Afrique, mais à des degrés différents. Ils déterminent l'accès aux marchés étrangers, ce qui a un impact sur ceux qui sont tributaires des chaînes de valeur de produits destinés à l'exportation (fleurs, café, thé, cacao, etc.) et affecte la compétitivité des producteurs locaux. Les accords commerciaux ont aussi un effet direct sur la capacité qu'a un Etat à se procurer des devises, affectant tous les citoyens de pays africains, y compris les agriculteurs. »

« Les petits exploitants, qui constituent 80 % des agriculteurs africains, ne bénéficient pas des accords internationaux régissant les échanges commerciaux et l'agriculture en raison de l'incompatibilité entre les technologies et l'environnement local. Ils peuvent même avoir un impact négatif sur leur production et leur commercialisation. Les grands agriculteurs, eux, disposent de débouchés sur les marchés et font partie intégrante des chaînes de valeur de l'agro-industrie. Ce système favorise les phénomènes de l'accaparement des terres et de l'expropriation des petits paysans par le gouvernement. »

Quel type de mesures agricoles et/ou commerciales attendez-vous des pays européens pour développer l'agriculture en Afrique sur le long terme ?

« Tout d'abord, que devrions-nous attendre des pays africains eux-mêmes ? Plusieurs mesures majeures nous aideraient à développer l'agriculture : une politique plus protectionniste, des technologies de pointe, le renforcement du commerce intra-africain, la lutte contre la corruption et, pour finir, la formation en matière de production. Les pays européens devraient, eux, réduire leurs droits de douane afin de donner aux produits africains un avantage concurrentiel sur leur marché. »

« Les politiques de l'UE devraient venir en appui aux initiatives locales actuelles qui visent à stimuler la productivité et le commerce intra-africain. Il s'agit de promouvoir les méthodes de production agroécologiques pérennes fondées sur la recherche et le développement dans l'optique de la souveraineté alimentaire. Il faudrait encourager la création de marchés locaux, le développement rural et le rapprochement entre agriculteurs et secteur industriel, notamment par le biais de chaînes de valeur internes plus solides réduisant les coûts liés aux importations. »

Dans quelle mesure la norme Fairtrade est-elle pertinente pour les petits exploitants africains ?

« Cette norme est très importante car elle règle de manière globale les problèmes socio-économiques et environnementaux. Elle se fonde sur le partage équitable des bénéfices tout le long de la chaîne de valeur et sur la pérennisation des revenus de subsistance. Elle promeut la santé et la sécurité au travail, la protection de l'environnement, l'égalité des genres, la protection des enfants et l'intégration des jeunes dans les exploitations agricoles. Elle veille à ce que l'on tire profit de la production et du commerce, tout en s'assurant que les moyens de subsistance des populations locales ne soient pas compromis. »

« A mon avis, une telle norme ne peut être pertinente que si elle s'inscrit dans un environnement où règnent justice et équité. L'actuel système à deux vitesses fait pencher la balance en faveur des pays développés tout en exploitant l'Afrique et les autres régions en développement. Encore une fois, les gouvernements africains sont contraints par des accords bilatéraux et multilatéraux de commerce et d'investissement qui rendent le commerce équitable quasiment impossible. »

Qui bénéficie du commerce équitable dans le Sud ?

« A l'heure actuelle, les producteurs Fairtrade sont tributaires de produits dont la chaîne de valeur est internationale. Même s'ils commencent aussi à miser sur les chaînes de valeur locales, ils sont essentiellement limités par la notion de commerce équitable, un « consumérisme éthique » qui semble plus appréciée au nord qu'au sud. Les risques d'un tel système sont la tendance des états producteurs à aligner leurs priorités agricoles sur les dictats de marchés exogènes et les abus auxquels les parties prenantes sont exposées tout le long de la chaîne. »

« Très peu de paysans en bénéficient, comme ceux qui sont sous contrat pour l'exportation de café, thé, cacao, tabac ou lentilles, ou ceux qui se situent dans des zones d'exportation. La plupart des gouvernements africains ont une politique qui répond aux besoins des investisseurs, souvent au détriment des petits paysans. C'est justement ce mécanisme qui nous empêche de mener à bien notre lutte contre la faim et la pauvreté. »

Quelle devrait être la vision politique pour une agriculture socialement, écologiquement et économiquement durable ?

« Cette norme est très importante car elle règle de manière politique agricole visionnaire devrait reprendre tous les éléments de la norme Fairtrade tout en se fondant sur la notion de consommation et de production durables (CPD) telle que définie par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE, 2011). Cette approche holistique vise à réduire les répercussions environnementales négatives des systèmes de consommation et de production, tout en promouvant la qualité de vie pour tous. Fairtrade est en plein dans le mille, car de sa norme intègre le développement socio-économique et environnemental. »

« La souveraineté alimentaire, c'est la clé. Toute politique agricole devrait reposer sur ce principe. Il s'agit de laisser les agriculteurs cultiver des semences traditionnelles adaptées à leur environnement et à leur propre culture selon des méthodes agroécologiques durables. Ce sont les agriculteurs et les consommateurs qui, ensemble, devraient reconstruire une agriculture communautaire, des marchés locaux de producteurs, des relations sociales plus favorables aux échanges et la promotion d'une alimentation plus saine. L'excédent pourrait, lui, être commercialisé dans les pays voisins selon les besoins, dans le respect et la dignité, sans volonté d'en tirer des profits indus, ni de faire de dumping. »

— Interviews : Tiziana Conti

Notre action

Pain pour le prochain et Action de Carême s'engagent pour le commerce équitable depuis de nombreuses années. Nos objectifs : davantage de justice dans le système commercial mondial et une rémunération appropriée pour les productrices et les producteurs du Sud.



« Le chemin pour une meilleure qualité de vie est de passer du désir à la satisfaction et de la cupidité à la gratitude. »

Satish Kumar, activiste et écrivain indien

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à cultiver leur terre en produisant des aliments sains de manière durable.

Ensemble pour une même cause

Pain pour le prochain

Nous encourageons à agir

Pain pour le prochain est l'organisation de développement des Eglises protestantes de Suisse. Nous nous engageons au Nord et au Sud pour une transition vers de nouveaux modèles agricoles et économiques. Ceux-ci favorisent la coopération entre les humains et le respect des ressources naturelles. Par notre travail de sensibilisation et des alternatives porteuses d'espérance, nous motivons les personnes à devenir actrices du changement nécessaire.

Action de Carême

Oser le changement, renforcer la justice

Action de Carême est l'œuvre d'entraide des catholiques en Suisse. Nous nous engageons aux côtés de personnes défavorisées pour un monde plus juste, un monde sans faim et sans pauvreté. Nous promovons des changements sur le plan social, culturel, économique et individuel afin de favoriser des dynamiques de transformation vers un mode de vie durable. Nous collaborons avec des organisations locales dans 14 pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ainsi qu'avec des organisations en Suisse.

Action de Carême
Av. du Grammont 7
1007 Lausanne
Tél 021 617 88 81
www.actiondecareme.ch
CCP 10-15955-7

Pain pour le prochain
Av. du Grammont 9
1007 Lausanne
Tél 021 614 77 17
www.ppp.ch
CCP 10-26487-1



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME